



THAÏLANDE
Le gouvernement refuse de négocier avec l'aide de l'ONU
Page B 1



AVORTEMENT
Des voix s'élèvent pour dénoncer des propos du cardinal Ouellet
Page A 3

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. CI N° 108

LE LUNDI 17 MAI 2010

1,10 \$ + TAXES = 1,25 \$



Pauline Marois s'adressant aux militants réunis à Drummondville, hier, au cours d'un discours quasi électoral. La majorité des libéraux en Chambre est plus fragile qu'auparavant, et la chef péquiste estime qu'un scrutin général anticipé représente un scénario possible.

Charest doit céder sa place, dit Marois

La chef péquiste rate son «virage» vers la «débureaucratisation»

ANTOINE ROBITAILLE

Drummondville — Jean Charest devrait «céder sa place», croit Pauline Marois. C'est ce que la chef péquiste a déclaré hier, après un colloque de sa formation politique où elle a tenu deux discours quasi électoraux. «Nous avons un mauvais gouvernement qui est empêtré dans des affaires d'éthique, de corruption, et il devrait céder sa place», a-t-elle soutenu lors d'un point de presse. Plus tôt, devant quelque 500 militants, elle avait qualifié le gouvernement libéral de «médiocre», qui «rate tout ce qu'il touche», avant d'ajouter: «Pour restaurer nos politiques sociales et nos institutions, la première chose à faire, c'est de nous débarrasser du gouvernement libéral dès que nous le pourrons!»

Les militants péquistes refusent de réduire le «panier de services» en santé

La majorité des libéraux en Chambre s'avère plus fragile qu'auparavant. Aussi, la possibilité qu'il perde un vote de confiance, bien que très théorique, n'est pas à négliger, selon elle.

VOIR PAGE A 8: MAROIS

■ Lire aussi la chronique de Jean-Claude Leclerc: Quand Charest évoque Theodore Roosevelt, page B 6

Un match à oublier

Le Canadien sévèrement corrigé à Philadelphie

JEAN DION

Il avait fallu attendre l'avant-dernière journée du calendrier régulier de la Ligue nationale de hockey pour voir le Canadien de Montréal se qualifier pour les séries éliminatoires de la Coupe Stanley avec une défaite en prolongation, et au lendemain pour que les Flyers de Philadelphie les imitent, avec une victoire en prolongation. Aussi était-il relativement ahurissant qu'ils se retrouvaient face à face, hier soir, au premier match de la finale de l'Est. Cendrillon contre Cendrillon? On pourrait dire, d'autant plus que l'uniforme du Philadelphia n'est pas sans rappeler le coloris chatoyant de la citrouille, si l'on fait preuve d'un peu d'imagination. Mais certainement pas une paire de pantoufles. Les deux clubs sont arrivés sur un nuage, l'un ayant sorti en succession les meilleurs de la saison 2009-2010 et les champions en titre de la Coupe Stanley, l'autre ayant historiquement surmonté un déficit de 0-3 au tour précédent.

Et en fait de nuage pour le Canadien, le retour sur le plancher des vaches s'est fait brutal au

VOIR PAGE A 8: MATCH



Le réalisateur Xavier Dolan et les acteurs Monia Chokri et Niels Schneider réunis pour la séance photographique tenue à l'occasion de la présentation du film *Les Amours imaginaires*, samedi, à Cannes.

Xavier Dolan, star cannoise

Cannes applaudit *Les Amours imaginaires*

ODILE TREMBLAY
Le Devoir à Cannes

Dès le moment où il a posé le pied à Cannes, jeudi, Xavier fut bombardé d'entrevues. Des journalistes l'arrêtaient dans les couloirs du Palais, avant d'avoir vu *Les Amours imaginaires*, pour réclamer des autographes. Une caméra de télévision le suit partout, et il faut parfois lui demander grâce pour un entretien privé. Il est une vraie star ici, happé par le cirque, avec un agenda qui ne lui laisse aucun répit. Hier midi, il était au bord de l'épuisement après la fête nocturne pour son film.

Ce soir, notre jeune cinéaste sera l'hôte d'un dîner intime organisé par le président du Festival de Cannes, Gilles Jacob, en compagnie de Woody Allen, sans compter toutes les rencontres de ci-

néastes, les panels à son programme. D'ailleurs, pour la projection de presse, samedi après-midi, des *Amours imaginaires* à Un certain regard, en sélection officielle, de longues queues se formaient, et ce, en pleine conférence de presse du charmant Woody Allen *You Will Meet a Tall Dark Stranger*. La grande salle Debussy était pleine, et le balcon refoulaît du monde. Le film fut chaudement applaudi. Il suscitait sans doute des réactions divergentes. Les échos devaient sortir aujourd'hui et demain en France et ailleurs. D'ores et déjà, le blogue des *Invocables* à Cannes, dithyrambique, qualifiait *Les Amours imaginaires* de superbe mosaïque pop et rétro.

VOIR PAGE A 8: DOLAN

■ La critique de Martin Bilodeau et autre texte sur le Festival, page B 8

L'ENTREVUE

Grandir, au chevet des mourants

Prêtre, journaliste, professeur, écrivain et surtout libre penseur, Gabriel Ringlet cherche à «illuminer la pesanteur» de la vie en regardant la mort droit dans les yeux. Et pour ce faire, il accompagne ceux qui partent. Plus de 50 milliards ont déjà rejoint l'au-delà depuis l'apparition de l'homme moderne. Longtemps, ils moururent entourés de leurs familles et amis. Rarement furent-ils aussi seuls qu'aujourd'hui.

ANTOINE CHAR

« Accompanyer quelqu'un qui est en train de mourir, c'est creuser son chemin intérieur, découvrir une chaleur en soi dont on ne se croyait peut-être pas capable et, du coup, découvrir un formidable chemin d'ouverture à l'autre.»

Pendant huit mois, Gabriel Ringlet a accompagné dans son agonie une femme très proche qui

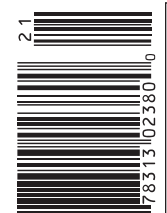
VOIR PAGE A 8: MOURANTS



L'abbé Gabriel Ringlet, journaliste, professeur, écrivain et libre penseur

INDEX

2.1	2.1	Annances.....	B 4	Idées	A 7
		Avis publics..	B 6	Météo	B 5
		Convergence..	B 7	Monde	B 1
		Culture	B 8	Mots croisés..	B 5
		Décès	B 4	Religions	B 6
		Économie	B 3	Sudoku	B 2
		Éditorial	A 6	Télévision	B 7



ACTUALITÉS

EN BREF

Une première entente ratifiée chez Héma-Québec

Les syndiqués d'Héma-Québec affiliés au Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) ont ratifié, hier, l'entente de principe déposée le 5 mai. Ce nouveau contrat de travail, accepté dans une proportion de 66,7 %, sera en vigueur jusqu'en 2015. Le SCFP, qui représente une soixantaine d'employés à Montréal, est le premier et le seul syndicat parmi neuf à avoir trouvé un terrain d'entente avec la direction. Les 375 syndiqués affiliés à la CSN ont tenu une journée de grève, le 5 mai. Ils prévoient en tenir deux autres les 27 et 28 mai prochains. — *La Presse canadienne*

Du pétrole déversé dans l'Arctique

Edmonton — Les leaders inuits s'inquiètent d'un projet fédéral qui prévoit le déversement de pétrole brut dans les eaux nordiques à proximité de ce que certains souhaitent convertir en aire de conservation pour que les scientifiques puissent tester de nouvelles manières de nettoyer d'éventuelles catastrophes pétrolières. La Qikiqtani Inuit Association est catégorique: elle ne veut rien savoir d'un tel projet. Le ministère des Pêches et des Océans du Canada a demandé à un organisme de réglementation nordique d'approuver son plan. — *La Presse canadienne*

Bed-in chez Jean Charest

Le FRAPRU proteste contre l'insuffisance du dernier budget libéral en matière de logement social

CAROLINE MONTPETIT

Ils ont apporté leurs sacs de couchage et leurs repas et se sont installés devant la belle demeure du premier ministre Jean Charest, qui n'y était vraisemblablement pas, rue Victoria, à Westmount. Ensuite, ils se sont déplacés vers la maison du ministre des Finances du Québec, Raymond Bachand, à Outremont, pour lui remettre des «cennes» noires, «tout ce qui reste aux ménages à faible revenu une fois le loyer payé», expliquait hier François Saillant, coordonnateur du FRAPRU, le Front d'action populaire en réaménagement urbain. Le FRAPRU organisait hier une manifestation pour réclamer plus de logements sociaux.

Selon François Saillant, le plan de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale annoncé par le budget n'offre «que des miettes dont la plus grosse est la financement d'à peine 3000 logements additionnels», sur une période de cinq ans. Pour sa part, le dernier plan de lutte quinquennal, présenté en 2004, annonçait le financement de 16 000 logements sociaux. Et selon M. Saillant, c'est de 50 000 nouveaux logements sociaux que l'on aurait besoin pour une période de cinq ans, puisque 39 000 ménages à très faible revenu sont présentement en attente de tels logements.



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

Le FRAPRU estime à 39 000 le nombre de ménages à très faible revenu en attente d'un logement à prix modique.

Pourtant, déjà, en 2006, soit avant la crise économique, 203 000 ménages québécois consacraient plus de 50 % de leur revenu pour se loger.

Selon Lucie et Andrée MacDonald, deux sœurs impliquées dans le comité-logement Roussillon de Châteauguay et qui participaient à la manifestation d'hier, de nombreuses familles doivent quitter leur logement une fois l'été venu. Certaines vivent dans leur auto,

d'autres font du camping. Avec un revenu d'aide sociale de plus ou moins 500 \$ par mois, difficile en effet de s'offrir un logement convenable...

François Saillant ajoute d'ailleurs que le problème de l'itinérance va en s'aggravant, la fréquentation des refuges ayant augmenté de 4,5 % chez les hommes et de 30 % chez les femmes.

Le Devoir

78^e Congrès de l'Acfas

Stress et infections virales à l'origine de la schizophrénie

PAULINE GRAVEL

On suspectait le stress et certaines infections virales d'induire l'apparition de la schizophrénie. Dans le cadre du congrès de l'Acfas qui s'est terminé vendredi à l'Université de Montréal, des chercheurs de la France et de la Suisse sont venus expliquer comment ces facteurs environnementaux contribuent à l'expression de la maladie et ils ont présenté les nouvelles thérapies que cette découverte leur a inspirées.

La schizophrénie est une maladie complexe: les personnes qui en sont atteintes sont porteuses de gènes qui les prédisposent à la maladie, mais ces gènes resteront silencieux aussi longtemps que des facteurs de l'environnement ne viendront pas en provoquer l'expression. Des études épidémiologiques ont montré, par exemple, qu'une infection virale survenant lors de la fin du premier trimestre et le début du deuxième de gestation augmente le risque de souffrir de schizophrénie à l'âge adulte chez les individus qui y sont génétiquement prédisposés, a rappelé Kim Do de l'Université de Lausanne, dont l'équipe a injecté à des animaux un agent inflammatoire dans le but d'induire une réaction immunitaire semblable à celle survenant lors d'une infection virale. Sont alors apparues chez ces animaux les mêmes modifications morphologiques que chez les schizophrènes, notamment une atrophie de petits neurones, appelés interneurons gabaergiques, qui sont «critiques dans la synchronisation neuronale, laquelle est essentielle pour les activités cognitives», a ajouté son collègue Michel Cuénod du Centre hospitalier universitaire vaudois de Lausanne.

Kim Do a aussi étudié l'effet possible du stress dans l'apparition de la schizophrénie. Sachant que les schizophrènes présentent une anomalie génétique qui compromet la fabrication d'un puissant antioxydant, appelé glutathion, lequel est, de ce fait, moins abondant dans le liquide céphalorachidien et le cortex préfrontal des schizophrènes que des normaux, explique la chercheuse qui a bloqué ce gène chez des animaux afin de reproduire la même susceptibilité au stress. Son équipe a alors observé que lorsqu'elle appliquait un stress durant l'enfance, la puberté ou l'adolescence de ces animaux, les interneurons à gaba se déréglaient. Par contre, si elle soumettait au stress des animaux d'âge adulte, les interneurons demeuraient intacts. «La relation entre les trois facteurs que sont la génétique, les effets de l'environnement et la période critique du développement du cerveau durant laquelle se manifestent ces effets environnementaux sont nécessaires pour provoquer l'apparition des symptômes de la maladie», a souligné Mme Do.

Compte tenu de ces résultats obtenus chez l'animal, les chercheurs suisses ont administré à des patients schizophrènes un précurseur du glutathion qui a permis d'améliorer leurs symptômes négatifs, comme le retrait de la personnalité, l'asocialité, la dépression, la perte du plaisir et de mémoire, qui ne sont pas éliminés par les antipsychotiques courants.

Inflections virales
Alors qu'il étudiait un virus que l'on croyait capable d'induire l'apparition de la sclérose en plaques (SP), Hervé Perron, de Lyon en France, a découvert dans les années 1990 l'existence de rétrovirus endogènes au sein du génome humain. «Il s'agit de rétrovirus qui, un jour, se sont introduits dans l'ADN et qui s'y sont disséminés. Les rétrovirus possèdent une enzyme qui leur permet de se répliquer et de s'insérer au sein de la séquence d'ADN. Un peu comme dans un montage de film, l'enzyme donne des coups

de ciseaux dans l'ADN afin de faire une place aux nouvelles copies du rétrovirus qui s'y collent. Dans l'espèce humaine, il y a eu une accumulation de ces éléments qui représente aujourd'hui 8 % de l'ADN humain, a précisé M. Perron. Ces rétrovirus ont servi à faire évoluer les espèces, à brasser les gènes et à les recombiner. On avait toujours pensé que chez l'homme, c'était de l'ADN poubelle [junk DNA], parce que l'espèce humaine n'évolue plus», a-t-il expliqué.

Dans la foulée, d'autres scientifiques cherchant dans le génome ce qui pouvait différencier deux jumeaux monozygotes, dont l'un seul était atteint de la schizophrénie, ont mis le doigt sur une séquence d'ADN qui s'est avérée être la même que celle que venait de trouver Hervé Perron dans la SP. Puis, des équipes suédoises et allemandes ont détecté ces mêmes éléments dans le liquide céphalorachidien d'une certaine proportion de patients schizophrènes.

Avec Marion Leboyer de l'Inserm, Hervé Perron a alors cherché chez un groupe de schizophrènes les protéines produites par ces séquences génétiques endogènes, car pour l'avoir observé dans la SP, il savait, que certaines de ces séquences étaient toujours actives. Et il se doutait que leur expression s'accompagnait de la production de protéines proinflammatoires — et donc capables d'induire une puissante activation du système immunitaire — et neurotoxiques puisque la SP et la schizophrénie étaient deux pathologies caractérisées par la présence d'une inflammation.

Séquences génétiques latentes

Alors qu'ils cherchaient à élucider le rôle de ces éléments endogènes dans l'apparition de la maladie, les scientifiques ont alors compris que certains virus présents dans l'environnement pouvaient réveiller ces séquences génétiques latentes. «Selon l'âge auquel elle survient, l'infection provoquera ce réveil et la résultante sera une neuroinflammation qui, malheureusement quand elle est déclenchée plusieurs fois, par le biais de deux ou trois infections virales, finira par atteindre un seuil critique où ces éléments rétroviraux endogènes continueront à produire leur protéine proinflammatoire en permanence», a expliqué M. Perron.

L'équipe de M. Perron a trouvé que parmi une cinquantaine de schizophrènes qu'elle a examinés, la moitié des patients présentaient des taux élevés de cette protéine neuroinflammatoire. «On a trouvé qu'il s'agissait essentiellement de patients atteints d'une forme particulière de schizophrénie qui évolue vers un déclin cognitif prononcé, une dégradation neuronale. On s'aperçoit aujourd'hui que chez ces patients, l'activation de ces éléments endogènes par des infections environnementales à répétition, comme les herpèsvirus qui frappent à l'adolescence et certaines infections périnatales, conduit à une réaction inflammatoire qui s'autoentretient», a expliqué M. Perron.

Ce dernier a fondé Geneuro, une société de biotechnologies franco-suisse qui a mis au point des anticorps destinés à neutraliser l'effet de cette protéine neuroinflammatoire. «On aura ainsi le moyen de neutraliser un nœud gordien, une protéine à un carrefour entre la réponse génétique et toute la cascade inflammatoire et des neurotransmetteurs. En bloquant l'effet de cette protéine, on pourra couper l'alimentation sans toucher au système immunitaire et sans toucher aux neurotransmetteurs, car on a vu que toutes les molécules qui cherchent à les bloquer entraînent des effets secondaires», a-t-il souligné.

Le Devoir



TÉLÉVISION

BONS BAISERS DE FRANCE

DE RETOUR CE SOIR 21 H

RÉALISATEUR-COORDONATEUR : JOCELYN BARNABÉ

ACTUALITÉS

Le feu qui couve



MANON CORNELLIER

La manifestation contre l'avortement, tenue jeudi dernier sur la colline parlementaire, n'était pas la première du genre. Chaque printemps, les groupes opposés à l'avortement se mobilisent de la sorte. Cette fois, cependant, il y avait quelque chose de différent dans le ton, dans l'humeur. Pour la première fois depuis longtemps, les 21 députés présents et tous les autres participants semblaient célébrer quelque chose.

La source de leur entrain: la décision du gouvernement Harper de ne pas financer des services d'avortement dans le cadre de l'initiative du G8 sur la santé maternelle et infantile. Les députés conservateurs hésitaient à le dire en conférence de presse, leur gouvernement répétant que cette décision ne rouvre pas ce débat. Mais la représentante de l'organisation américaine Silent No More, Janet Morana, n'a pas eu la même gêne. «Nous sommes très contents que le Canada adopte une position pro-vie et qu'il n'exporte pas à l'étranger de l'argent pour des avortements.»

Une fois dehors, les scrupules des députés sont tombés, avec quelques masques. Président du caucus pro-vie, le député Rod Bruinooog a présenté un projet de loi à la mi-avril qui criminaliserait les pressions exercées sur une femme pour qu'elle subisse un avortement contre sa volonté. Il prétendait alors qu'il ne cherchait pas à interdire l'avortement. Il n'a pu cacher ses véritables intentions à la foule. «Pour le mouvement pro-vie au Canada, il est toujours important d'y aller par étapes, par petites étapes, pour faire reconnaître la valeur des enfants non encore nés. Je suis persuadé que les gens comme vous appuieront ce projet de loi.»

Cette jubilation illustre combien les conservateurs sociaux se sentent enfin du bon côté des choses et non pas comme une quelconque excroissance honteuse de la droite. Quasi réduits au silence sous le Parti progressiste-conservateur, ils ont retrouvé voix au chapitre avec l'avènement du Reform Party, de l'Alliance canadienne, mais surtout l'élection du Parti conservateur. Ce dernier ne leur a pas donné le plancher, mais leur a volontiers fait une place.

En plus, cette mouvance socialement conservatrice a un premier ministre qui lui est sympathique. Pragmatique, Stephen Harper s'abstient de discuter d'enjeux comme l'avortement et les mariages gays et il a jusqu'à présent résisté aux demandes de changements fondamentaux que cette droite religieuse espère.

Mais sa discrétion ne trompe pas ces conservateurs. Ils ont une idée de l'importance qu'il accorde à leurs idées grâce à un rare discours sur le sujet fait en 2003 alors qu'il était chef de l'Alliance canadienne. Devant l'organisation non partisane Civitas, il avait parlé de la nécessité d'unir conservateurs économiques et sociaux pour réaliser l'union de la droite et atteindre le pouvoir. Il prônait la prudence cependant. «Les enjeux doivent être choisis avec soin» et ne pas être associés à une confession religieuse en particulier, disait-il. «Nous devons réaliser que les vrais gains seront inévitablement graduels. [...] En démocratie, toute autre approche est destinée à échouer.» Il concluait ainsi: «Tout en gardant le cap sur les questions économiques, nous devons accorder une plus grande place aux valeurs et au conservatisme social, largement défini et correctement compris.»

Depuis qu'il est au pouvoir, il a suivi son propre conseil, évitant les politiques politiquement explosives. Il n'a pas pour autant négligé sa base plus religieuse, prenant plusieurs décisions qui lui ont plu, comme la fin du Programme de contestation judiciaire et l'augmentation de l'âge du consentement pour les relations sexuelles.

Il a aussi fait une place à cette aile de son parti dans son bureau. On y retrouve deux anciens activistes du mouvement évangélique: Darrel Reid et Paul Wilson. Maintenant chef de cabinet adjoint, M. Reid a longtemps dirigé Focus on the Family Canada et a, selon le *Toronto Star*, déjà pris position contre les droits des gays et «la culture d'accès sans contrainte à l'avortement». Directeur des politiques pour M. Harper, M. Wilson a dirigé la Laurentian Leadership Conference, une branche de la Trinity Western University, une institution confessionnelle de la Colombie-Britannique.

La journaliste Marci McDonald a souvent écrit sur les entrées de la droite religieuse à Ottawa. Elle vient de lancer un livre sur le sujet, *The Armageddon Factor: The Rise of Christian Nationalism in Canada*, un ouvrage qui fait beaucoup de vagues. Au-delà de la polémique, il ressort toutefois de ses écrits que l'accès accordé à cette droite dans la capitale fédérale est impressionnant. Elle confiait récemment au *Star* que, fin stratège, Harper évite les politiques trop provocatrices, préférant y aller par petites touches et laissant ses députés s'activer avec des projets de loi privés.

Mais en ouvrant la porte à la droite religieuse, le gouvernement Harper lui a donné une légitimité nouvelle. Et ça ne pouvait survenir à un meilleur moment pour la constellation de groupes socioconservateurs. En 2006, ils étaient au sommet de leur mobilisation contre les mariages gays. Stephen Harper leur a donné une raison de plus de garder la ferveur, ce qu'ils ont fait. Et c'est cette ferveur que l'on a vue à l'œuvre jeudi dernier, de celle qui, craint-on, peut soulever des montagnes...

mcornellier@ledevoir.com

Sortie pro-vie de M^{re} Ouellet

Des propos dignes d'une autre époque

Plusieurs voix se sont élevées pour dénoncer la position du cardinal qui affirme que rien ne justifie l'avortement, pas même le viol

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Invité d'honneur du congrès Campagne Québec-Vie, le cardinal Marc Ouellet a fait valoir samedi que rien, pas même le viol, ne justifiait l'avortement, suscitant un concert de reproches.

«Prendre la vie de quelqu'un d'autre qui est innocent, c'est toujours un crime, moralement. Cette créature-là [le fœtus humain, l'enfant à naître] n'est pas responsable de ce qui lui arrive, c'est l'agresseur qui est responsable. Il y a déjà une victime. Est-ce qu'il faut en faire une autre?», a affirmé Marc Ouellet.

Pourquoi pousser une femme victime d'un crime à en commettre un à son tour, a demandé l'archevêque de Québec, qui est aussi primat de l'Église catholique au Canada, à 200 militants antiavortement réunis à l'hôtel Château Laurier de Québec.

Irritées, la ministre responsable des Aînés, Marguerite Blais, et la chef de l'opposition officielle, Pauline Marois, ont toutes deux condamné M^{re} Ouellet, hier, pour ses propos. «Je suis très mal à l'aise avec ça, très mal à l'aise avec ça. Je dois vous dire que je n'accepte pas ça», a affirmé Marguerite Blais sur les ondes de RDI. «Ce sont des hommes qui décident pour les femmes, alors que les femmes sont capables de décider pour elles-mêmes», a-t-elle ajouté.

Pauline Marois a quant à elle fait valoir que les

remarques de M. Ouellet étaient dignes d'une autre époque. «Je suis complètement outrée de ces déclarations. Ce sont des luttes qui ont été faites depuis 40 ans, des droits qu'ont obtenus les femmes, et je crois que ce serait un recul inacceptable dans nos sociétés [que de criminaliser l'avortement]», a-t-elle dit lors d'un point de presse organisé en marge du colloque du Parti québécois.

Le prêtre Raymond Gravel s'est aussi mis en porte-à-faux envers M^{re} Ouellet. «Je trouve cela déplorable qu'un homme qui est cardinal, qui est archevêque de Québec, tienne des propos comme ceux-là. C'est comme si les femmes n'étaient rien», a-t-il laissé tomber.

«Il faut comprendre les propos du cardinal Ouellet dans un contexte de la montée de la droite religieuse au Canada qui cherche à faire reculer le droit des femmes en matière d'avortement. [La droite religieuse] est complètement déconnectée de la réalité des femmes», a poursuivi la présidente de la Fédération des femmes du Québec, Alexa Conradi.

M^{re} Ouellet avait pris part jeudi à la manifestation annuelle pro-vie à Ottawa, qui avait réuni de 5000 à 15 000 personnes sur le parterre du Parlement, dont 18 députés conservateurs. Il avait profité de l'occasion pour encenser le gouvernement de Stephen Harper pour sa décision de ne pas financer les programmes pour la santé des

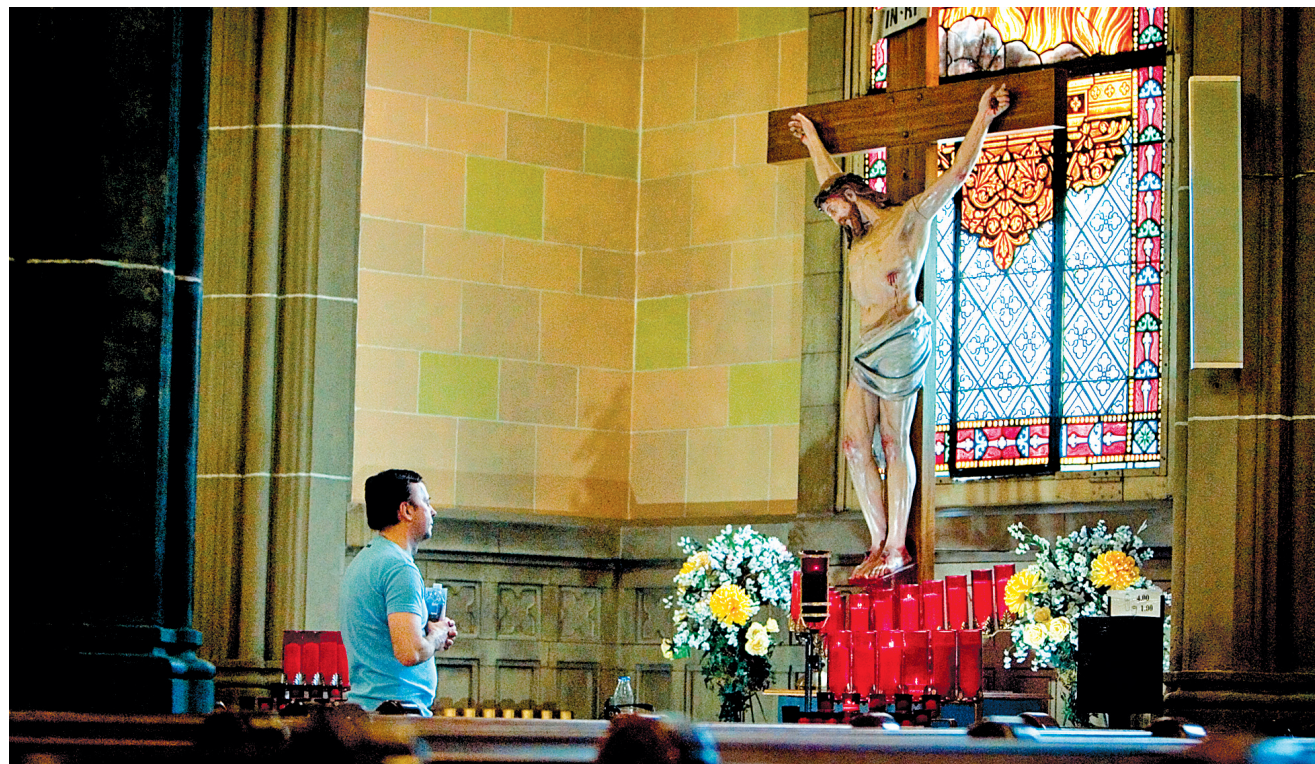
femmes dans les pays du tiers-monde, dont des sommes pourraient être utilisées pour favoriser l'avortement.

Mais la décision d'exclure l'avortement de la contribution financière canadienne à la future stratégie du G8 en matière de la santé maternelle et infantile provoque un certain malaise au sein de la population canadienne puisqu'une majorité de citoyens s'y oppose, révèle un sondage La Presse canadienne/Harris Décima dévoilé hier.

Près de 60 % des 1000 répondants (58 %) ne sont pas d'accord avec la décision d'exclure l'avortement de la contribution financière canadienne à la future stratégie du G8 en matière de la santé maternelle et infantile.

Au Québec, le taux d'opposition à l'initiative est le même que dans l'ensemble du pays, soit de 58 %, alors qu'en Ontario il est de 56 %. «Il semble que l'ensemble des Canadiens partagent le même sentiment, soit qu'ils veulent une politique sur la santé maternelle qui inclut le financement pour l'avortement», a affirmé la vice-présidente de la firme de sondage Harris Décima, Mega Tam.

Le sondage a été effectué auprès de 1000 personnes entre le 6 et le 9 mai. Sa marge d'erreur est de 3,1 points de pourcentage, 19 fois sur 20.

Le Devoir
Avec La Presse canadienne

ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

La communauté de l'église Saint-Pierre-Apôtre est composée d'une population largement mâle et homosexuelle.

Homélie contre l'homophobie à l'église Saint-Pierre-Apôtre

CAROLINE MONTPETIT

La salle était comble, peuplée majoritairement d'hommes. La communauté de l'église Saint-Pierre-Apôtre, rue de la Visitation, à Montréal, à deux pas du village gai, est d'ailleurs chaque dimanche composée d'une population largement mâle et homosexuelle, paraît-il. Largement, mais pas seulement, car cette église ne voudrait surtout pas se constituer en ghetto, et ses portes sont grandes ouvertes à l'ensemble de la population.

Hier, à la veille de la Journée internationale de lutte contre l'homophobie, le comité de pastorale de l'église avait fait une première, en invitant Laurent McCutcheon, président de l'organisme Gai-écoute, à prononcer l'homélie.

Ce dernier, qui se dit peu habitué aux cérémonies religieuses, a tout de même accepté l'invitation en lisant devant l'auditoire une lettre à Jésus condamnant l'exclusion des homosexuels de la communion catholique.

«Je viens plaider la cause de celles et ceux qui, comme moi, ne correspondent pas au modèle préconisé par ton Église. Se peut-il, Jésus, que les hauts dirigeants de ton Église se soient écartés de ton en-

seignement et que la parole des hommes se soit substituée à la tienne?», demandait-il. M. McCutcheon a fait état de la souffrance, du doute et de l'anxiété, engendrés par l'exclusion des homosexuels par l'Église.

Pour Jacques Côté, qui vient chaque dimanche depuis Anjou pour assister à la messe à Saint-Pierre-Apôtre, l'accueil qui est fait ici est est

«Se peut-il, Jésus, que les hauts dirigeants de ton Église se soient écartés de ton enseignement et que la parole des hommes se soit substituée à la tienne?»

ceptionnel et chaleureux. «Je m'y suis même fait des amis», dit-il.

André Bergeron, un habitant du quartier âgé de 74 ans, qui vient aussi à l'église chaque dimanche, affirme qu'il ne s'imaginerait pas voir l'Église inclure les homosexuels de son vivant. Mais il se souvient avec ferveur cependant d'une visite de M^{re} Turcotte à l'église de Saint-Pierre-Apôtre, au cours de laquelle le cardinal avait glissé: «Dieu vous aime.»

Pour le père Pierre-Alain Argouin, missionnaire du Sacré-Cœur qui donnait la messe d'hier, il n'est pas question de refuser la communion à des hommes et à des femmes de pratique homosexuelle, comme le préconise pourtant la doctrine de l'Église. Lui-même, qui est aussi aumônier en milieu carcéral, ne la donne-t-il pas à des voleurs, à des meurtriers?

«En prison, ce que les gens ont fait est bien plus grave, des vols, des meurtres, souligne-t-il. Est-ce que je leur refuse la communion pour autant?»

Selon le père Argouin, les Églises du Québec sont en général de plus en plus ouvertes à l'homosexualité ouverte ou cachée.

Reste que l'église de Saint-Pierre-Apôtre, qui fait figure de leader et d'exception dans ce domaine, est pleine comme hier, semble-t-il, chaque dimanche. C'est au moins une bonne raison pour l'Église d'intégrer les exclus.

Le Devoir

Affaire
Mulroney-Schreiber

Le Conseil privé aurait trafiqué des données

DEAN BEEBY

Ottawa — Le Bureau du conseil privé (BCP) a manipulé des données à au moins deux reprises pour payer les importants honoraires d'avocats auxquels a donné lieu l'enquête entreprise pour faire la lumière sur les relations qu'entretenaient l'ex-premier ministre Brian Mulroney et l'homme d'affaires Karlheinz Schreiber.

Une vérification nouvellement rendue publique a permis de constater que des responsables du BPC, l'organisme de la fonction publique qui appuie le premier ministre ainsi que le cabinet et ses structures décisionnelles, ont «antidaté» des honoraires qui avaient dépassé le budget de la commission Oliphant.

Le conseiller juridique n'a pas fourni de préavis pour faire savoir que davantage de temps serait nécessaire pour préparer les audiences. Des responsables ont daté leur approbation au moyen d'un timbre indiquant une date antérieure. La même chose est survenue deux fois.

La vérification, obtenue par La Presse canadienne en vertu des dispositions de la Loi sur l'accès à l'information, ne précise pas qui a dépassé le budget de la commission ou encore l'importance des frais supplémentaires engendrés.

Le document donne toutefois une idée de la façon dont des millions de dollars d'honoraires d'avocats ont été versés afin de déterminer pourquoi l'ancien premier ministre Mulroney a accepté de Karlheinz Schreiber des enveloppes bourrées d'argent.

Des documents obtenus par La Presse canadienne montrent que la commission avait accumulé en date du 9 avril des dépenses d'une valeur de 12,7 millions.

La Presse canadienne

EN BREF

Québec maintient son financement des festivals

Le gouvernement du Québec maintient son enveloppe budgétaire de 12,5 millions destinée aux festivals et aux événements du genre. La ministre du Tourisme, Nicole Ménard, en a fait l'annonce hier matin à Montréal. La ministre s'est dite très fière d'avoir pu conserver cette subvention malgré le contexte budgétaire difficile au Québec. Elle a évalué les retombées économiques des festivals à près de 700 millions. — *La Presse canadienne*

Les Canadiens veulent encore Michaëlle Jean

Ottawa — Alors que le premier ministre Stephen Harper s'appête à remplacer la polyglotte originaire d'Haïti qui occupe le poste de gouverneure générale, le sondage La Presse canadienne/Harris Décima révèle que 47 % des Canadiens préféreraient qu'il reconduise son mandat pour cinq ans. Ce coup de sonde indique que 58 % des Canadiens croient que Mme Jean a fait du bon ou de l'excellent travail. — *La Presse canadienne*

Congédié?
Voyez
François Gendron
avocat
LL.L., M.A., Ph.D.
Vieux Montréal 514.845.5545

ACTUALITÉS

« L'euro n'est pas en danger »

La ministre française de l'Économie minimise la chute brutale des marchés

Paris — La ministre française de l'Économie, Christine Lagarde, estime qu'il faut «finaliser très vite» la structure juridique du Fonds de stabilisation européen créé la semaine dernière pour venir en aide à la Grèce, tout en jugeant que «l'euro n'est pas en danger» dans un entretien paraissant aujourd'hui dans *France-Soir*.

«Chaque État de la zone euro doit demander à son Parlement de l'autoriser à garantir ce fonds dans les plus brefs délais. L'Allemagne a d'ailleurs commencé. Moi, je présenterai le projet de loi correspondant au prochain Conseil des ministres, et il sera soumis au Parlement avant la fin du mois de mai», dit-elle.

La ministre française a dit qu'elle pouvait «très bien comprendre les réticences de certains — dont celles de nos amis allemands — devant le cas grec et l'importance de l'aide à apporter à ce pays. Quand on voit la donne, on se dit au départ: pourquoi faut-il qu'on se "mouille" pour notre monnaie à tous et on fait la démonstration qu'on est prêts à faire ce qu'il faut pour la défense du bien commun».

Se disant favorable à «un gouvernement économique de l'Europe», Mme Lagarde assure que «les politiques économiques

des gouvernements européens sont solides» et qu'il y a «une solidarité et une détermination politiques exemplaires des chefs des États membres de la zone euro». «Dans des circonstances exceptionnelles, on a toujours été capables de trouver les moyens de répondre aux défis», juge-t-elle.

«Au travers des Grecs, on se "mouille" pour notre monnaie à tous»

— Christine Lagarde

Les ministres des Finances de la zone euro (Eurogroupe) se retrouvent aujourd'hui à Bruxelles pour tenter de trouver une solution à la chute de la monnaie commune que l'annonce de leur plan de soutien, la semaine dernière, n'a pas su enrayer.

Les inquiétudes persistantes sur la santé économique et budgétaire de la zone euro ont eu raison de l'apaisement apporté en début de semaine dernière par ce plan d'une ampleur inédite de 750 milliards d'euros destiné aux pays de la zone euro en difficulté.

L'Eurogroupe, qui se réunit à 15h GMT, devra chercher des réponses à ce paradoxe: comment éviter que des marchés, affolés dans un premier temps par l'ampleur inattendue des déficits publics dans la zone euro, redoutent désormais tout autant l'effet négatif sur la croissance et la consommation des mesures d'austérité décidées pour y remédier.

Associated Press avec l'AFP

Le Devoir, c'est moi

Au cœur du séisme

Faire partie du *Devoir*, c'est y travailler, l'appuyer, le lire assidûment. De cette communauté, qui s'est construite depuis 100 ans, nous avons retenu quelques portraits. Chaque lundi, jusqu'en décembre, nous vous présenterons un lecteur, une lectrice, du Québec comme d'ailleurs, abonné récent ou fidèle d'entre les fidèles, même quand ils traversent de dures épreuves.

HÉLÈNE CLÉMENT

«Vous êtes journaliste au *Devoir*? Je lis la version électronique tous les matins avant de commencer ma journée de travail», raconte le colonel Bernard Ouellette, chef d'état-major de la force militaire de la mission de stabilisation de l'ONU en Haïti (Minustah), rencontré il y a deux semaines à l'aéroport Toussaint Louverture. «Il est sur la liste de mes favoris sur le Web.»

En ce mardi après-midi, à l'instar des autres voyageurs assis dans l'unique salle d'attente de l'aéroport de Port-au-Prince, le colonel Ouellette attend le vol 961 d'Air Canada à destination de Montréal. Un retour au bercail d'une petite semaine, le temps de prendre un bon bol d'air frais avant de revenir poursuivre le travail amorcé en Haïti, il y a de cela neuf mois.

«Le *Devoir* fait partie de ma vie depuis 1997, époque où j'effectuais une maîtrise en études internationales, à l'Université Laval. J'étais commandant au sein du Royal 22^e Régiment, et mon unité était abonnée au journal. Je l'aime pour son format plutôt mince, son peu de publicité et ses analyses rigoureuses. Et les journalistes rapportent plutôt bien les faits.»

Chargé de la sécurité à Port-au-Prince depuis juillet 2009, le colonel était dans le bâtiment

qu'occupait l'ONU au moment du tremblement de terre du 12 janvier dernier. «Nous étions en pleine préparation pour les élections législatives et sénatoriales prévues les 28 février et 3 mars 2010. Je finissais de lire les plans. Il était 16h53. J'ai entendu un grand bruit, et la terre s'est mise à trembler au point qu'il était impossible de se remuer. Là, j'ai réalisé ce que je passais. Puis les murs intérieurs de mon bureau se sont effondrés. Je me suis précipité sous ma table de travail.»

Trente-cinq secondes. Un court moment qui a semblé éternité pour tous ceux qui ont vécu le séisme. «J'ai réussi à sortir par la fenêtre, à longer le mur du bâtiment jusqu'au balcon puis à sauter d'une hauteur de 25 pieds [7,60 m]. Dehors, ce n'était que poussière et gens qui hurlent. Je n'avais aucune idée de l'ampleur du désastre. A 17h30 j'ai regardé ma montre. Le commandant de la force militaire étant à l'extérieur du pays et l'adjoint au commandant parti rejoindre sa femme à l'hôtel Montana, c'était moi le responsable. D'abord, de faire savoir au reste du monde que nous étions en détresse. Puis de commencer l'opération de sauvetage.»

Le bâtiment des Nations unies n'était plus que gravats. L'ONU allait être confrontée à l'un des pires désastres de son histoire.



100 ans de regards sur l'information



SOURCE MINUSTAH

Le colonel Bernard Ouellette lit son *Devoir* tous les matins, qu'il soit au Québec ou en Haïti.

Dominant Port-au-Prince et sa baie, le Christopher était l'un des hôtels luxueux d'Haïti. Il abritait une centaine de chambres en cours de rénovation. L'ONU en avait fait son quartier général. Le bureau du colonel Ouellette se trouvait au rez-de-chaussée de l'annexe du bâtiment de six étages où travaillaient 500 personnes. Tous n'ont pas eu la chance du chef d'état-major de la Minustah qui se rappellera longtemps cette nuit infernale passée à évacuer les blessés et à extirper les morts des décombres. Et à veiller à la sécurité des gens en cas de nouvelles secousses.

Quand même optimiste

Depuis, le personnel de la Minustah joue pleinement son rôle en multipliant les activités de secours et de protection.

«Nous assurons, entre autres choses, la sécurité des personnes déplacées dans les camps. À ce jour, la Minustah a aidé à réinstaller 7300 déplacés dans des zones plus sûres, à distribuer eau et aide médicale, à améliorer les conditions sanitaires.»

Le colonel Ouellette fait part de son optimisme sur la situation du pays. «On note une légère diminution des activités de bandes, des crimes en tous genres et des enlèvements. La situation est stable dans l'ensemble.»

Quant au retrait des tonnes de pierres et de gravats, il faudra attendre encore plusieurs mois. «Au sein de la Minustah, composée de 8306 Casques bleus issus de 19 pays membres de l'ONU, ingénieurs et autres organisations civiles locales et internationales s'activent au quotidien à chercher des solutions de nettoyage. Il reste encore beaucoup de travail à faire.»

Ordinateurs sous les gravats, systèmes de communication ne fonctionnant qu'à faible régime et manque de temps. Durant les trois semaines qui ont suivi le tremblement de terre, le colonel Bernard Ouellette n'a pu lire son journal favori. Qu'en était-il de la couverture de presse sur le séisme? Il l'ignore. Par contre, au cours des dernières semaines, il n'a pas remarqué d'article sur Haïti.

«Je pense que *Le Devoir* devrait en parler au moins une fois par semaine afin de mieux renseigner les lecteurs sur la sécurité, le rôle des militaires et des policiers; l'aide humanitaire; la situation et les enjeux dans les camps de sinistrés; la situation politique actuelle et à venir; la situation sur le retrait des débris; le rôle des ONG et leur impact envers la population haïtienne.»

C'est noté.

Collaboration spéciale

LOTO QUÉBEC		Résultats des tirages du : 2010-05-15	
6/6	2	1 807 890,00 \$	
5/6+C	5	51 654,00 \$	
5/6	292	730,60 \$	
4/6	8 880	45,50 \$	
3/6	139 756	10,00 \$	
2/6+C	87 341	5,00 \$	
Ventes totales :		13 459 396 \$	
Prochain gros lot (approx.) :		3 500 000 \$	
Extra		8966412	

LOTO QUÉBEC		Résultats des tirages du : 2010-05-14	
7/7	0	20 000 000,00 \$	
6/7+C	0	291 421,80 \$	
6/7	53	5 498,50 \$	
5/7	3 063	118,90 \$	
4/7	66 843	20,00 \$	
3/7+C	62 934	20,00 \$	
3/7	588 875	Participation gratuite	
Ventes totales :		23 529 970 \$	
Prochain gros lot (approx.) :		30 000 000 \$	
Extra		2939918	

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

L'ALLIANCE DE LA PERFORMANCE ET DE L'ÉLÉGANCE.

GLAMOUR DATE

TUDOR
TUDORWATCH.COM

Bijouterie Gambard
Vente et service technique
630-A RUE CATHCART, CENTRE-VILLE MONTRÉAL (514) 866-3876

LA VIE OFFRE BIEN PLUS QU'UNE VOLVO. IL Y A LA JOIE DE FÊTER LE RETOUR DU PRINTEMPS ET DE L'INTÉGRER À SON QUOTIDIEN. C'EST POURQUOI VOUS TROUVEREZ DES NOUVELLES OFFRES D'ALLOCATIONS EXCEPTIONNELLES PENDANT NOTRE ÉVÉNEMENT « LA VIE, C'EST LE PRINTEMPS ».

VOLVO C30 2011

379 \$ Mensualité de location basée sur un terme de 48 mois Avec un acompte de 650 \$*

+ **1,000 \$** En accessoires sans frais**

L'ÉVÉNEMENT « LA VIE, C'EST LE PRINTEMPS » DE VOLVO

découvrez-en davantage sur www.johnscottivolvo.com
concessionnaires de livraison en Europe

JOHN SCOTTI AUTO LTÉE 4315, boul. Métropolitain Est Saint-Léonard
1 888 378-3167

*Offres à durée limitée par l'entremise des concessionnaires Volvo participants aux acheteurs au détail admissibles seulement, sous réserve de l'approbation de crédit. Exemples de location sur la C30 T5 Level 1 2011. Taux de location annuel de 3,9 % pour 48 mois (à titre informatif seulement) : taux de location annuel en vigueur de 6,97 % avec abandon de la remise en espèces pour les clients du financement (location). La mensualité est de 378,18 \$ avec un acompte de 650 \$ ou valeur de reprise équivalente; première mensualité et dépôt de garantie payables à la signature du contrat de crédit-bail. Obligation de location totale incluant l'acompte est de 18 801,68 \$. Les frais de transport et d'inspection préliminaire de 1 715 \$, les autres taxes et les frais d'immatriculation, d'assurance et d'enregistrement sont en sus. La location alloue un nombre total de 20 000 km (0,15 \$ par km supplémentaire). Les mensualités et les dépôts de garantie peuvent varier selon le choix d'équipements additionnels. Prix d'achat en fin de location, 15 792 \$ plus les taxes. **Offre de 1 000 \$ en accessoires sans frais est disponible à la location ou à l'achat d'une Volvo neuve 2010 ou 2011. Le rabais des accessoires sans frais sera déduit du prix des accessoires admissibles avant taxes. Toute portion non utilisée de ce rabais ne sera pas remboursée et elle ne peut pas être accumulée pour s'en servir à l'avenir. À la place de l'offre de 1 000 \$ en accessoires sans frais, le client a l'option de recevoir un crédit de 500 \$ pour réduire le prix négocié avant taxes des véhicules admissibles. L'offre se termine le 31 mai 2010. Le concessionnaire peut louer à un prix moindre et peut devoir commander ou échanger le véhicule. Certaines conditions s'appliquent. Votre concessionnaire Volvo vous donnera tous les détails. Les véhicules peuvent différer de l'illustration. ©2010 La Compagnie des Automobiles Volvo du Canada. * Volvo, pour la vie est une marque déposée utilisée sous licence par La Compagnie des Automobiles Volvo du Canada. Pensez toujours à boucler votre ceinture de sécurité. Visitez le site volvocanada.com



porter
raffinée sur toute la ligne

**20 % de rabais sur
tous les vols Porter.**

Il est temps de prendre l'air.

Mentionnez le code MAI20

Réservez uniquement en ligne, ou auprès
de votre agent de voyages, avant le 17 mai.



Contactez votre agent de voyages ou réservez en ligne.
Nouvelles réservations seulement. Ne peut être combiné à d'autres
promotions et programmes. Voyagez avant le 15 décembre 2010.

www.flyporter.com

ÉDITORIAL

Crise de l'euro

Fin de partie

Les dirigeants européens sont confrontés à un défi qui étant colossal est simple à formuler: soit ils prennent la voie débouchant sur la gouvernance économique commune, soit ils jettent l'éponge parce qu'ils sont incapables de s'entendre. Si cette dernière hypothèse l'emporte, alors l'euro sera condamné au bâcher d'ici deux ans. Fin de partie.

Les titres qui coiffent les articles que les journaux européens consacrent ces jours-ci à la spirale monétaire témoignent de l'angoisse économique, au demeurant brutale, qui traverse toute l'Union européenne. En voici quelques exemples: «Zone euro: changer ou mourir», «Faut-il brûler l'euro», «Réparations urgentes», ou encore celui qui orne une analyse de 13 pages (!) parue dans *Der Spiegel*, «La mère de toutes les bulles: les dettes nationales pourraient plonger la zone euro en faillite».

On l'aura compris, tous témoignent de l'inquiétude qui circule aussi bien dans les réseaux économiques que dans les chancelleries. Sa nature, sa cause? Le fédéralisme intrinsèque à la monnaie unique doit se traduire par un fédéralisme économique supposant une supervision, qui pour l'instant ne dit pas son nom, des budgets nationaux, une harmonisation fiscale, une réduction des écarts de compétitivité, la mise sur pied d'un dispositif permanent de gestion des crises. Quoi d'autre? Accorder à Bruxelles davantage de surveillances macro-économiques.

Ces propositions, qui grefferaient de nouveaux pouvoirs à ceux que détiennent déjà Bruxelles ou, dit autrement, qui entraîneraient une délocalisation de certains pouvoirs nationaux, ces propositions donc, ont fait hurler certains. La Suède plus que tout autre qui a martelé un «pas question». En Allemagne, en France et dans certains pays du Nord, on s'oppose avec une certaine fermeté à la permission qui serait accordée à la Commission européenne de poser un regard sur les grandes lignes des budgets des pays avant que les parlementaires de ces pays les aient étudiées et discutées.

À Londres, tout occupé à négocier un programme de gouvernement avec les libéraux-démocrates, le nouveau premier ministre Dave Cameron ne s'est pas prononcé. Mais quand on sait que les conservateurs dont il est le chef ont fait campagne sur moins d'Europe, voire sur le rapatriement de certains pouvoirs actuellement entre les mains d'une fonction publique bruxelloise qu'ils fustigent depuis des lunes, quand on sait qu'ils écartent à jamais toute adoption de l'euro, quand on sait cela, la riposte britannique aux solutions envisagées est facile à deviner.

Simultanément à ces allers-retours entre Bruxelles et les diverses capitales du continent, on a assisté à un étrange épisode. Voilà, après la digestion ardue d'un plan d'austérité par les députés grecs, le Portugal et la France ont annoncé que la restructuration budgétaire était à l'ordre du jour. L'Espagne? Le premier ministre, José Luis Zapatero, a décliné son plan d'austérité qui s'ajoute aux resserrements de vis annoncés antérieurement. L'étrangeté? Les Bourses ont chuté dans la foulée de ces annonces consécutives, elles, aux chutes de la semaine précédente provoquées, elles, par l'indiscipline budgétaire de ces pays.

Il en a été ainsi, tenez-vous bien, parce que les marchés jugent désormais que ces cures de jansénisme financier vont ajouter de la crise à la crise. Qu'elles vont prolonger la récession dans certains pays, qu'elles vont favoriser la déflation. Et que, ce faisant, ces cures vont causer certains dommages aux exportations de produits *Made in Germany*, aux produits financiers des banques britanniques et françaises, etc. Bref, c'est la quadrature du cercle.

Hélas! Malgré la déstabilisation de la zone euro, mais aussi de l'Union européenne, certains dirigeants inclinent plus vers le repli que vers une gestion commune du risque, plus sur les ressorts protectionnistes que sur l'essentiel, la vitale harmonisation fiscale que réclamait il y a une vingtaine d'années Jacques Delors! À la décharge de ces dirigeants, il faut bien admettre que les opinions publiques sont très remontées contre l'Union européenne. En Allemagne, on parlait la semaine dernière d'une flambée du sentiment antieuropéen. C'est dire l'urgence qu'il y a à effectuer des changements propres à redonner au politique certains des pouvoirs alloués à l'économique pour être dans l'air du temps d'une époque révolue. Celle qui prévaut aujourd'hui exige un retour de balancier.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX

Rédactrice en chef JOSE BOILEAU

Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE

Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directeur, ventes publicitaires JOSÉ CRISTOFARO



L E T T R E S

Accueillir oui, mais selon nos capacités

On peut lire ce matin dans nos journaux que «Québec a mal évalué sa capacité d'intégrer les immigrants», fin de la déclaration du vérificateur général du Québec, Renaud Lachance.

Dire qu'un président de la SSJB de Montréal avait soutenu que j'étais raciste pour avoir dit la même chose lors d'un congrès de la Conférence des peuples de langue française se tenant à Rivière-du-Loup à la fin des années 80, soulignant l'incapacité du Québec d'intégrer, voire d'assimiler, des immigrants à cause de plusieurs facteurs, dont le facteur-peau entre autres facteurs, ayant constaté que plusieurs employeurs refusaient d'embaucher cette qualité d'immigrants.

Bien sûr, d'autres facteurs font que certains groupes d'immigrants auront des difficultés à s'intégrer à la «nation québécoise», dont celui de la religion n'est pas étranger à ceux-ci. Cela dit, nous devons convenir que le vérificateur du Québec démontre un grand et certain courage lorsqu'il démontre l'incapacité de l'État à évaluer correctement l'intégration des immigrants, risquant, dès lors, d'être montré du doigt du haut de la «grandeur» de groupes intellectuels et d'individus de la go-gauche de la mouvance politico-angélique, pour qui, l'immigrant possède tous les droits, et les États tous les défauts, et surtout, tous les «devoirs» envers ces nouveaux Québécois.

Nous, citoyens du Québec, devons reconnaître que le vérificateur du Québec a visé juste, et que notre gouvernement se doit de réévaluer ses conditions d'admission d'immigrants, et le nombre que l'État du Québec peut accepter. La ministre de l'Immigration du Québec doit tenir compte de ces re-

marques, et de celles de M. Termote, prononcées devant les membres de l'Acfas la semaine dernière, avant de définir le nombre d'immigrants que le Québec peut accueillir cette année et les années subséquentes.

Le bonheur des immigrants étant relié, à n'en pas douter, à leur intégration à la société d'accueil, ce dont nos États devraient tous s'inspirer!

Jacques Bergeron
Montréal, le 13 mai 2010

La messe du corps

Le peuple s'unifie habituellement autour d'une grande cause. Au Québec, les grandes causes étant à l'agonie, on se rabat sur le sport. Salvador Dali affirmait: «Le sport, c'est la messe du corps.» Le sport permet de célébrer, de fêter, de se refaire la dimension grégaire. Le sport engendre des rites, des invocations, des chants animés, des communions, des cris de victoire. Cependant, l'homo ludens doit toujours demeurer un homo sapiens.

La sortie de la grand-messe sportive occasionne, de plus en plus, des gestes choquants, du grabuge circonstanciel, des accrochages, des altercations, des bagarres, des chamailleries, des dégâts, des disputes, des dommages, des prises de bec, des bris de vitrines. L'harmonie des chants rassembleurs est souvent brisée par une poignée de fanatiques casseurs. Il faut le déplorer. Tout faire pour l'éviter.

Il faut si peu de monde pour briser l'atmosphère d'une fête populaire: quelques fêtards éméchés, une poignée de bordéaux enivrés, des déboussolés fanatiques incapables de vivre la défaite de l'opposant.

Tout le monde connaît le vieux «Panem et circenses» (Du pain et des jeux) des Romains. C'est le plus facile exutoire qu'un peuple peut trouver pour effacer la lassitude populaire. Il ne faudra pas que les ba-

garres de rues, plus ou moins maîtrisées par les policiers, viennent empêcher le goût de fêter. L'être humain est festif. Il y trouve la sagesse du vivre ensemble, la joie communicatrice aisément partagée. Que chacun fasse en sorte qu'à la fin de la prochaine grand-messe, les fidèles, processionnant la coupe au cœur d'une masse joyeuse, arrivent à fêter dans la paix et l'harmonie. Les gens ont bien le droit, une ou deux fois par année, d'oublier, ne serait-ce qu'un seul instant, la grisaille du quotidien.

Nestor Turcotte
Matane, le 13 mai 2010

Malaise dans les commissions scolaires

Il faut avoir été en contact avec certaines commissions scolaires pour se rendre compte que le vérificateur ne parle pas dans le vide. Il y a les grosses commissions scolaires qui ont les moyens d'inviter les fonctionnaires du ministère de l'Éducation à des réceptions dans les meilleurs restaurants et il y a les petites, dont certaines de langue anglaise, qui tirent le diable par la queue sur le plan financier, donc qui n'ont pas les moyens d'aller au restaurant.

Lorsque le président d'une commission scolaire, avec quelques commissaires et fonctionnaires, arrive à un rendez-vous d'affaires au ministère à 11h30, il faut bien comprendre que les affaires se régleront au restaurant, autour d'une bouteille de vin, dans une ambiance très conviviale. Cela n'est qu'une facette de la situation qui règne dans ce milieu. Le vérificateur doit frapper encore, car le présent gouvernement n'a pas le caractère ni la compétence pour s'attaquer à cette grosse machine.

Jean-Marie Desgagné
Québec, le 13 mai 2010

L I B R E O P I N I O N

Le Québec, uni par quoi?

JEAN BEAUDIN
Gatineau

Le Québec, uni par la religion? Non, je ne crois pas. Fondamentalement, parce que la pratique de la religion ou de toute forme de spiritualité est une démarche individuelle, personnelle. Et aussi parce que la religion a un énorme pouvoir de désunion lorsqu'elle devient la proie du dogmatisme et du fanatisme.

Uni par la culture? Assurément. Mais la culture est une notion englobante tellement vaste, difficile à cerner et à définir d'une manière unanime. On peut ratisser très large en matière de culture. Selon l'UNESCO, la culture peut aujourd'hui être considérée, dans son sens le plus large, comme l'ensemble des traits distinctifs, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent une société ou un groupe social. Elle englobe, outre les arts, les lettres, les modes de vie, les droits fondamentaux de l'être humain, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances.

Et selon le sociologue québécois Guy Rocher, la culture est un ensemble lié de manières de penser, de sentir et d'agir plus ou moins formalisées qui, étant apprises et partagées par une pluralité de personnes, servent, d'une manière à la fois objective et symbolique, à constituer ces personnes en une collectivité particulière et distincte. La culture unit donc, certes, mais dans une

optique très large, trop large selon moi pour pouvoir être considérée comme le facteur unificateur déterminant et incontestable.

Uni par les valeurs? Sans aucun doute, mais par des valeurs communes à bien des gens, d'ici et d'ailleurs, des valeurs que l'on qualifie souvent d'universelles et que toute société évoluée souhaite véhiculer dans toutes ses sphères d'activité. La famille, la tradition, l'égalité, la fraternité, la liberté, la fidélité, le respect, la justice, l'entraide, le partage, l'intégrité, la loyauté, le courage, l'honnêteté, l'équité, la responsabilité, par exemple, sont des valeurs planétaires qui soulignent le genre humain dans son ensemble. Il existe aussi une multitude de valeurs institutionnelles et organisationnelles. Bref, tout comme les définitions de culture, les valeurs se déclinent à la centaine.

Uni par la langue? Au-delà de tout! La langue est au cœur de notre quotidien, du soir au matin, au cœur de nos échanges, de nos pensées, de nos rêves, de nos réflexions, de nos discussions, au travail, à la maison, au troquet, en amour, partout. Elle nous accompagne constamment. Elle ne nous quitte jamais. Elle nous permet de nous exprimer et de communiquer par écrit et verbalement, d'interagir et de nous affirmer.

Au Québec, le français est l'outil unificateur qui nous permettra de redresser l'échine et d'orienter ensemble notre destinée. Sans le français, nous nous diluerons et serons absorbés par

l'anglais. On ne peut d'ailleurs nier que l'intrus est d'ailleurs bien présent. Il faudra que la loi 101 morde beaucoup plus fort. Le but n'est pas d'empêcher les anglophones, les Italiens, les Chinois, les Portugais, les Arabes, etc., de parler leur langue maternelle entre eux, à la maison aussi bien que dans la rue. Il faut plutôt faire en sorte que tous les citoyens québécois, peu importe leur nationalité d'origine, puissent travailler, fonctionner, demander des soins de santé et lire la réglementation municipale en français. On parlera alors d'une véritable intégration.

Affirmer notre identité française

C'est à partir de ce constat d'intégration linguistique que le véritable échange interculturel peut se faire. Autrement, c'est de l'envahissement et du piétinement. Si nous abandonnons notre langue au profit de l'anglais, nous sommes cuits. Il faut affirmer notre identité française, sans quoi le Québec risque de se transformer en «Kwebek» (dixit José Legault, dans *Voir Outaouais*, 29 avril 2010). L'Italie ne serait pas l'Italie sans l'italien, l'Allemagne pas l'Allemagne sans l'allemand, le Japon pas le Japon sans le japonais et... le Canada pas le Canada sans l'anglais. Et le Québec alors...

C'est simple, pour être véritablement Québécois, il est impératif de parler français. Et le Québec ne pourra survivre sans le français. Il faut donc que chaque Québécois sans exception puis-

se s'exprimer en français. Il faut prendre tous les moyens démocratiques en place pour maintenir, renforcer et affirmer incontestablement et juridiquement le caractère français du Québec.

J'ai récemment passé deux semaines à Cuba, et j'étais fier d'avoir appris suffisamment d'espagnol pour pouvoir me débrouiller dans l'idiome local de ce merveilleux pays. Dans une telle optique, j'ai du mal à comprendre que des unilingues anglophones et des allophones anglophiles choisissent de s'établir à demeure au Québec (et non uniquement pour deux semaines) sans accorder la moindre importance à la langue d'usage et d'accueil! Qualifier cette attitude d'inconcevable est un euphémisme.

Je vis à Gatineau, qui est un puissant pôle d'attraction pour les anglophones de la grande région d'Ottawa. L'anglicisation de cette ville frontalière s'intensifie dangereusement. Le phénomène est d'ailleurs probablement plus prononcé encore qu'à Montréal. Tout simplement à cause de la proximité de l'Ontario. Et le phénomène n'est même plus insidieux, les nouveaux arrivants entrant au Québec à pleine porte pour s'y établir au rabais, les maisons étant beaucoup moins chères que du côté ontarien.

Les politiciens en place à Gatineau et à Québec sont soit aveugles, soit inconscients, soit complices. Faites vos jeux. Mais pensez-y bien. L'enjeu du français, de la survie de notre langue est majeur, déterminant, vital. Pensez-y bien.

IDÉES

Réalisation de soi et surconsommation

Au Québec, les fourmis sont devenues cigales

Il est grand temps de mettre en place des stratégies de soutien à l'épargne pour les ménages à revenus modestes, principalement pour nos jeunes familles

CAMIL BOUCHARD

Professeur et chercheur à l'Université du Québec à Montréal et membre du Centre de recherche sur les politiques et le développement social de l'Université de Montréal

L'Association des comptables généraux accrédités du Canada (ACGAC) publiait le 11 mai un rapport qui confirme encore une fois le surendettement des ménages et plus particulièrement des jeunes familles. Selon cette étude, «si les taux d'intérêt hypothécaires augmentent de deux points de pourcentage, les familles à revenu moyen ou élevé risquent de devoir resserrer leur budget, en réduisant diverses dépenses de 9 % à 11 %» si elles souhaitent respecter leurs obligations en matière de logement, d'impôts, de nourriture et de transport. Nous vivons dangereusement.

L'endettement des ménages québécois n'est pas en reste. Entre 1998 et 2008, le ratio dettes et revenus annuels a augmenté de 44 %. Sur chaque tranche de 100 dollars de revenus annuels disponibles, les ménages québécois en doivent en moyenne 137. Et cet endettement n'est pas seulement le fait d'hypothèques remboursables à long terme. En l'espace de 20 ans, le taux d'endettement à la consommation, ce que l'on appelle les dépenses courantes, est passé de 4,5 % à 38 %, un bond de plus de 700 %. Selon l'étude de l'ACGAC, les dépenses courantes constituent le premier motif d'emprunts des ménages. Pendant ce temps, l'épargne personnelle des ménages québécois chutait systématiquement, passant de 10 \$ par tranche de 100 \$ de revenu disponible à 2 \$, une peau de chagrin.

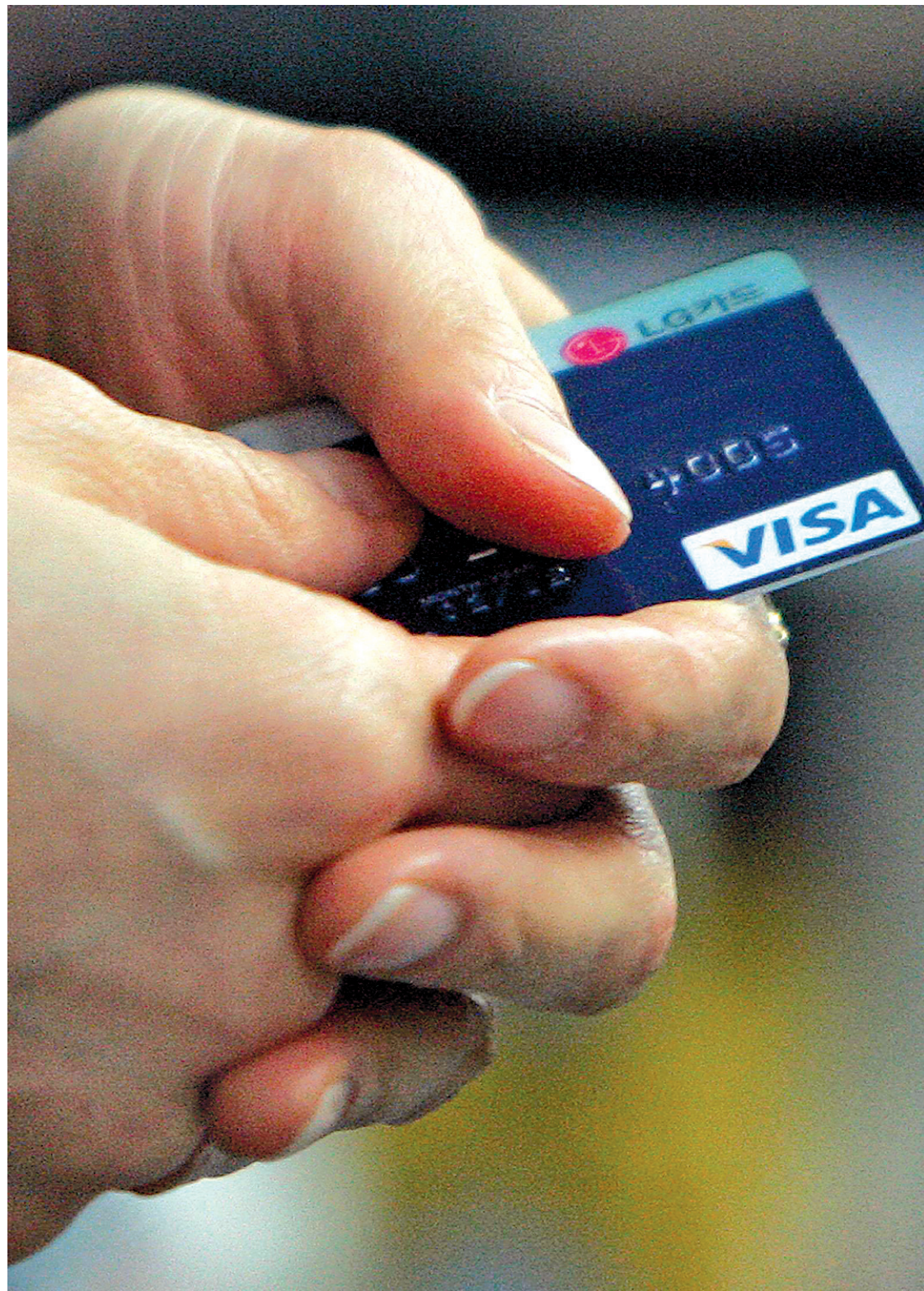
De fourmis à cigales

Comment se fait-il que de fourmis qu'ils étaient les ménages québécois se soient transformés en cigales? On peut poser avec certitude que cela n'est pas étranger à l'accès au crédit, alors que le taux directeur est passé de 4,75 % à 0,25 % en 20 ans. Mais on peut aussi penser que les valeurs des Québécois ont profondément changé au cours des 40 dernières années. Avant la Révolution tranquille, et avant que nous connaissions la prospérité et l'aisance, l'éducation à la citoyenneté, qui se faisait beaucoup et explicitement à l'école, portait des noms étranges comme bienséance, obéissance et charité. La frugalité et la prudence, si on veut l'épargne, étaient valorisées et concrètement encouragées notamment par l'accès à un réseau de Caisses populaires scolaires.

La modernité engendrée par la prospérité économique et la laïcisation du Québec a libéré l'individu d'un conformisme étouffant pour le remplacer par un autre idéal: celui de la réalisation de soi. Cette valeur de réalisation de soi que nous chérissons légitimement désormais, et qui a largement et heureusement soutenu le mouvement de libération de la femme, a aussi pris la forme de la surconsommation de biens. Cette modalité de réalisation de soi s'est discrètement, mais solidement, ancrée dans nos choix de vie quotidiens sans qu'on en débâte vraiment et sans qu'on y fasse explicitement et massivement contrepoids par l'encouragement à adopter d'autres modalités de réalisation de soi.

Écart entre riches et pauvres

Non seulement cet endettement met-il à mal la sécurité financière des familles, mais il contribue sans doute aussi à la construction



REUTERS

En l'espace de 20 ans, le taux d'endettement à la consommation, ce que l'on appelle les dépenses courantes, est passé de 4,5 % à 38 %, un bond de plus de 700 %.

progressive d'une attitude de repli sur soi. Dans un contexte d'endettement, l'effort à consentir, à travers les impôts, pour assurer l'accès à des ressources et à des services communs perd des adhérents plus motivés à améliorer leur propre sort que celui des autres, comme si notre sort personnel ne dépendait pas largement de celui des autres.

On oublie, par exemple, que l'écart entre riches et pauvres est le plus petit au Québec que n'importe où en Amérique du Nord, ce qui nous assure une plus grande cohésion sociale et une plus grande sécurité: le taux de crimes violents est de 59 par 1000 habitants au Québec comparé à 160 en Alberta, et 106 au Canada. Et on blâme l'État trop gros et ses programmes trop généreux de l'étouffement financier dans lequel nous nous retrouvons.

Charge fiscale

Alors, que faire pour changer le cours des choses, et pour nous prémunir contre un repli sur soi qui ne ferait rien d'autre que de refuser aux prochaines générations l'accès à des programmes et des services visant le bien-être et le développement de tous?

À court terme, un devoir éthique s'impose à nos leaders politiques: abandonner un discours opportuniste et électoraliste pour un discours plus engageant et plus solidaire. Durant les dernières années, la population s'est fait chanter sur tous les tons, principalement par des formations politiques en mal de pouvoir, le refrain selon lequel elle serait la plus imposée en Amérique du Nord et qu'elle n'en avait pas pour son argent.

De fait, ces affirmations sont largement

contredites par les plus récentes analyses de la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques l'université de Sherbrooke. Ces analyses démontrent que la charge fiscale nette des Québécois (c'est-à-dire, lorsqu'on soustrait des impôts et cotisations les prestations fiscales offertes par l'État) est moins lourde que celle des Américains et des Canadiens, surtout pour les familles avec enfants.

Par exemple, une famille monoparentale québécoise ne contribue pas, mais reçoit de l'État l'équivalent de 28 % de son revenu, à comparer à 14 % au Canada et 1 % aux États-Unis. Pour les familles biparentales avec deux enfants et revenu moyen, la charge fiscale nette est 12 fois plus légère au Québec qu'au Canada. Le devoir des politiciens est d'informer correctement la population et de s'assurer que l'État puisse offrir à chacun une chance égale de développer son plein potentiel et d'accéder aux moyens de participer de plain-pied, non pas à une consommation effrénée, mais à la vie sociale, culturelle et économique de sa communauté.

Crédit d'épargne

À court terme également s'impose une réforme de la fiscalité qui encouragerait les consommateurs que nous sommes à plus de frugalité et plus de prudence. Il est grand temps de mettre en place des stratégies de soutien à l'épargne pour les ménages à revenus modestes, principalement pour nos jeunes familles. Par exemple, dans 35 États américains, en Angleterre, à Taiwan et dans quelques communautés canadiennes, des expériences concluantes ont été menées avec la création de comptes de développement individuel (CDI).

Essentiellement, il s'agit d'aider les familles à revenu modeste à épargner en appariant un crédit d'épargne équivalent ou supérieur à chaque dollar économisé par les participants. Selon la nature du projet, le crédit d'épargne peut être financé par les gouvernements, par des fondations ou par d'autres organismes. Le détenteur d'un CDI pourrait, dans un tel programme, investir le montant accumulé des épargnes personnelles et du crédit apparié dans une part de coopérative de logements.

Bien commun

Dans une perspective à plus long terme, il faut offrir à nos enfants une école où ils acquièrent les bases d'une compétence civique, c'est-à-dire la capacité de se définir une identité personnelle propre forte, mais qui se bâtit sur des connaissances leur permettant une participation attendue au développement d'une société viable et équitable. Une école où l'initiative et la créativité personnelle sont mises à contribution dans l'amélioration de l'environnement, de la communauté, de la société, du pays et du monde et dans l'enrichissement collectif. Une école où «chacun pour soi» s'écrit «chacun pour les autres». Sans cet effort conscient, sans cet effort explicite et sans une adhésion populaire à ces apprentissages, il y a fort à parier que la social-démocratie québécoise ne tiendra pas le coup.

Une nouvelle conscience sociale est à construire. À l'individualisme, à la surconsommation, l'école québécoise québécoise doit opposer, avec conviction et en s'appuyant sur assentiment populaire solide, une volonté de redonner une place plus importante à la citoyenneté du bien commun. C'est à fréquenter l'école de l'autonomie responsable que l'on doit convier les enfants et les jeunes du Québec. En termes clairs, cela veut dire une éducation où la compétence personnelle est au rendez-vous en même temps que le souci de l'autre.

Débat sur l'avortement

Je l'affirme et je l'assume: je suis pro-choix

LISE VIGEANT

En lisant l'article «Les pro-vie se mobilisent», dans l'édition du *Devoir* du 14 mai 2010, j'ai été outrée de constater qu'en 2010, le débat sur l'avortement rallie encore de soi-disant porteurs de bonnes nouvelles qui osent déclarer que nous sommes arrivés à la nouvelle ère de la bonne conscience où l'avortement est impensable.

Sous quel masque se cachent-ils, ces hommes et ces femmes du mouvement pro-vie? De quelle vérité sont-ils prétendument détenteurs? Qui sont-ils pour accuser des femmes qui ont fait ou devront faire le CHOIX de ne pas rendre leur grossesse à terme? Quand va-t-on comprendre que ce choix, et ce, peu importe les raisons souvent discutées avec le conjoint, n'appartient qu'à celle qui porte son enfant? Que ce choix, si intime soit-il, n'est pas pris à la légère et est très souvent

réfléchi? Qui sont-ils, même ceux qui portent le titre de cardinal, députés ou autre, pour juger de ce choix?

Idéologie

Je suis tentée de faire une analogie avec la lapidation, pratiquée autant par des hommes que par des femmes, envers des personnes accusées d'adultère. Cette pratique barbare pratiquée encore dans certains pays se rapproche de ces accusations portées envers celles qui désirent se faire avorter, par ces individus ralliés au groupe pro-vie et qui, inlassablement, prétendent connaître la «vérité».

Les pierres sont remplacées par le fiel découlant de leur idéologie. À vouloir punir l'avortement, jusqu'à placer ainsi la femme dans le rang des criminels. On apprend maintenant que le projet de loi du privé visant à criminaliser le fait de contraindre une femme à se faire avorter était en fait une première étape dans la lutte contre l'avortement. Dans le caucus pro-vie, on y tient

des propos qui enfrennent à mon avis toute liberté individuelle.

Case départ

Lorsque le cardinal Marc Ouellet prend la parole pour censurer ce gouvernement de plus en plus de droite et dont les décisions idéologiques commencent grandement à m'effrayer, je suis perplexe. J'ai l'impression de revenir à la case départ. Les propos énoncés par ce cardinal me semblent d'une époque que l'on pensait révolue!

Notre gouvernement a eu le courage de résister aux pressions qui voulaient faire financer des programmes d'avortement dans les pays du tiers monde, dit-il. Encouragé par les applaudissements de la foule, il en rajoute: mais nous voudrions voir plus de courage pour qu'on fasse plus pour défendre au Canada les enfants non encore nés. Stupeur. Je suis réellement inquiète pour toutes ces femmes au-dessus desquelles pend une épée de Damoclès.

Propos lapidaires

Je suis tout à fait consciente du fait que l'avortement peut être difficile à vivre et doit apporter son lot de culpabilité et de remords. Toutefois, la mobilisation soutenue par le mouvement d'origine américaine *Silent No More*, mouvement de femmes disant regretter leur avortement, est à mon avis un des nombreux reflets de la société, celui où on n'assume pas ses choix et on tente d'en faire porter le poids aux autres. Ce groupe de femmes se disent victimes d'une situation. Mais comment une femme qui a déjà fait le choix de se faire avorter peut-elle aujourd'hui le refuser pour d'autres?

Il y a des luttes qui sont constamment remises sur le tapis. Celle-ci me tient particulièrement à cœur. Je me devais de réagir à cet article. Ces femmes qui optent pour l'avortement n'ont pas besoin du pouvoir des uns et des accusations des autres. Laissons-leur le courage et la liberté de leur choix. Ainsi, leur cœur ne sera pas meurtri par des propos trop radicaux et lapidaires.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Marco Bélair Cirino (général), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise (consommation), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francoeur (environnement), Lisa-Marie Gervais (éducation), Pauline Gravel (sciences), Brian Myles (justice et faits de société), Louise-Maude Rioux Soucy (santé), Philippe Papineau (pupitre); information politique : Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Guillaume Bourgault-Côté (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Alec Castonguay et Kathleen Lévesque (reporter); information culturelle : Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Stéphane Baillargeon (médiat), Frédérique Doyon (reporter), Caroline Montpetit (livres), Isabelle Paré (reporter), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre); information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins (reporter), Éric Desrosiers (reporter), Alexandre Shields (reporter), Dominique Remy (pupitre); information internationale : Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque (reporter), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); Michel Garneau (caricaturiste); Andréanne Bédard, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices); Paul Cauchon et Benoit Munger (responsables du site Internet), Jean-Jacques Coulombe et Émilie Folie-Boivin (commis Internet); Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction); David Dumouchel et Étienne Plamondon-Emond (commis à la rédaction). DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Monique Bhérier (Ottawa). PUBLICITÉ Sylvain Grimard (directeur adjoint), Jean de Billy, Jennifer Boily-Demers, Jean-François Bossé, Marlène Côté, Stéphanie Déziel, Véronique Langlois, Amélie Maltais, Maria M. Motta, Claire Paquet, Elyssa Porlier, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebaï (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire). PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zuida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaïtis. INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Sonia Chamberland (en remplacement de Caroline Simard) (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois; Jean-Robert Divers (responsable promotion). ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Laflèche, Claudine Chevrier, Veronique Page, Monique Proteau.

ACTUALITÉS

MAROIS

SUITE DE LA PAGE 1

Le seuil de la majorité en chambre est de 63. Or, les libéraux ont 66 sièges, les péquistes, 50, l'ADQ, 4, Québec solidaire, 1. Il y a 3 indépendants et 1 siège vacant, Vachon. (Camil Bouchard a démissionné le 15 décembre. Selon les règles, le premier ministre a jusqu'au 15 juin pour déclencher un scrutin. Mme Marois craint que le chef libéral ne s'arrange pour que l'élection partielle tombe en plein été, en période de vacances.)

Quant à un éventuel scrutin général anticipé, la chef péquiste y voit un scénario possible: «Il y a un risque que cela lui arrive. [Jean Charest] a demandé à M. Tomassi de quitter son caucus. Il y a actuellement un député [Claude Béchard] qui est aux prises avec des problèmes de santé. Il y a un risque. Mais c'est à lui de l'assumer.» Si une telle situation se présentait, elle n'hésiterait pas une seconde, a-t-elle indiqué. «Je ne ferais pas une Ignatieff de nous-mêmes. Je n'ai pas un grand talent dans ce sens-là», a-t-elle illustré, avant d'ajouter: «Nous serions prêts... — je n'aime pas ça utiliser ce mot-là —, nous pourrions prendre la relève avec des orientations déjà très claires sur un bon nombre de sujets.»

Insistant sur l'idée que les Québécois peuvent être des gagnants, la chef péquiste leur a suggéré, hier, de s'inspirer des succès du Canadien de Mont-

réal, «une équipe de joueurs que l'on disait trop petits, trop peu talentueux, trop peu fiers pour gagner». Voulant galvaniser ses troupes, elle ponctua son discours d'un slogan aux accents obamians: «Nous sommes capables, nous allons gagner».

La veille, elle avait pris des engagements comme si l'appel aux urnes était un fait, promettant entre autres formellement une enquête publique «sur les liens entre l'octroi de contrats gouvernementaux et le financement du Parti libéral». Sur le sujet, le critique en matière de Sécurité publique, Bertrand St-Arnaud, a dressé un parallèle, hier, entre une éventuelle enquête sur les libéraux et la commission Salvus sur le favoritisme dans l'administration du gouvernement Duplessis, déclenchée par Jean Lesage dès son arrivée au pouvoir en 1960.

Refus des militants

Par ailleurs, les militants péquistes se sont montrés peu enclins à prendre, avec l'exécutif du PQ, le «virage», proposé par Mme Marois samedi matin dans son allocution. Elle avait alors affirmé que tout en préservant «un filet social nécessaire» et en perpétuant les valeurs progressistes, «il y a urgence de prendre un virage vers l'essentiel. Et aujourd'hui, l'essentiel ne consiste pas tant à élargir le filet social, mais à le rénover pour le rendre plus efficace, plus humain et surtout, plus accessible». Il fallait, disait Mme Marois, «débureaucratiser» l'État, mais aussi se demander s'il ne faudrait pas «réduire le panier de services» en santé.

Or, dans l'atelier sur la santé, samedi, très peu de militants ont abordé de front le sujet. L'un, Pierre Dubuc, secrétaire du SPQ-Libre (club politique qui n'est plus reconnu officiellement par le PQ depuis l'hiver, mais dont les membres militent individuellement au PQ), s'est demandé s'il ne fallait pas plutôt accroître le panier de services. Un autre a suggéré de créer un comité pour se pencher sur une éventuelle réduction du même «panier».

Mme Marois a pris acte, hier, de ce refus des militants. «Sur le panier de services, les gens n'ont pas voulu en discuter parce qu'ils souhaitent que l'on preserve un panier de services et je ne crois pas et je ne souhaite pas que l'on revienne sur cette question», a-t-elle répondu.

Au sujet des structures et de la débureaucratiation, notamment en santé et en éducation, les militants n'ont pas semblé très pressés non plus, rejetant les velléités d'abolir soit les agences de la santé et des services sociaux, soit les commissions scolaires. «Le problème, ce n'est pas les commissions, mais les commissaires», a résumé un militant. La députée Danielle Doyer, de Matapédia, a vigoureusement défendu l'existence des Agences en région. «Il n'y a pas eu d'unanimité, il y a eu des débats», a admis Mme Marois, qui entend toutefois revenir à la charge dans les prochaines étapes de rédaction du programme du parti. Celui-ci sera adopté lors du XVI^e Congrès du PQ, les 15, 16 et 17 juin 2011, au Palais des congrès à Montréal, après des congrès régionaux en janvier et en février 2011. Notons que la proposition du Comité national des jeunes de

rendre l'école obligatoire jusqu'à 18 ans n'a pas fait consensus.

Dans son discours, hier, Mme Marois a martelé ce qui suit: «Nous sommes déterminés à faire autrement, à moderniser nos politiques sociales et à les rendre plus efficaces.» Elle a par la suite ajouté que le PQ n'abandonnerait toutefois pas ses «convictions» et a rappelé son refus des «tickets modérateurs, des tarifs injustes et des taxes déguisées». Malgré sa volonté de «débureaucratiser» l'État, Mme Marois a évoqué la possibilité de créer un autre programme universel en qualifiant d'idée «des plus porteuses et actuelles» le projet, proposé par les militants, de mise sur pied d'une «Caisse d'assurance autonomie» afin de «garantir la qualité de vie et le maintien à domicile le plus longtemps possible».

Enfin, dans son allocution de samedi, la chef péquiste a soutenu qu'une fois au gouvernement, elle réclamerait des pouvoirs à Ottawa. «Quatre-vingt-deux pour cent des Québécois sont persuadés que l'on peut encore transformer le fédéralisme, alors nous allons chercher les pouvoirs qui nous apparaissent utiles et nécessaires», a-t-elle expliqué hier. La stratégie ne rallie pas tous les militants. Pierre Dubuc, par exemple, estime que le Bloc s'avère beaucoup plus franchement souverainiste, refusant toute notion de troisième voie: «Il y a un bon débat à avoir dans les forces souverainistes dans les prochains mois pour harmoniser les discours sur cette question-là», a-t-il soutenu.

Le Devoir

DOLAN

SUITE DE LA PAGE 1

Samedi soir, lors de la projection de gala, la salle, montée à bloc, a ovationné *Les Amours imaginaires* durant dix minutes. Auparavant, Thierry Frémaux, le délégué général du Festival, avait fait un discours très enthousiaste, lui ouvrant toutes grandes les portes de la sélection officielle et se disant certain de l'accueillir bientôt dans une autre catégorie, ce qui équivalait peu ou prou à prédire ses entrées en compétition. Thierry Frémaux est manifestement ravi d'avoir accès à du sang neuf, jeunesse alliée au talent, mais aussi à une culture cinématographique, cocktail dont le grand festival a bien besoin pour viser l'avenir. Cannes mise sur notre cinéaste. Tout le monde s'entend là-dessus.

Bref, le voici dans une autre position que l'an dernier, lorsque, inconnu au bataillon, Xavier découvrait le festival et s'y faisait connaître, aimer et primer à La Quinzaine des réalisateurs. «Ce fut mon baptême, et j'aimerais tirer des leçons de ce que j'ai appris en 2009. Maintenant, je sens une reconnaissance... et une pression.» *Les Amours imaginaires* (dont mon collègue Martin Bilodeau fait la critique en page B 8) est totalement différent de *J'ai tué ma mère*, et Xavier ne les juge pas comparables (même si tout le monde les compare, forcément). En entrevue après la projection, il était nerveux. Moi aussi. On est amis, autant le rappeler pour éviter les ambiguïtés.

Son film pop, comme il l'appelle, très soigné artistiquement, traite du fantasme amoureux. Deux amis (Xavier Dolan et Monia Chokri) sont amoureux du même être de fuite (Niels Schneider). Il le voit comme une sorte de chronique, un essai à chapitres, un abécédaire de l'amour. «Son format est plus libre, plus abstrait que j'ai tué ma mère, ce qui peut être perçu comme un défaut, mais il repose sur un scénario résolument non conventionnel. Les trois héros sont au centre, mais des gens viennent aussi s'étendre sur leurs amours contrariés, ce qui donne une ouverture à l'histoire principale, par le prisme social.»

Il se dit très fier des *Amours imaginaires* sur le plan artistique en tant que cinéaste et en tant que cinéphile. «Le film ne ressemble à rien, et j'y ai mis plusieurs références au cinéma, aux arts visuels, à la littérature d'ailleurs et du Québec, avec des coups de chapeau en poésie à Jacques Brault, à Gaston Miron. Mon hommage à Gilles Carle est tout entier dans la chanson tirée des Mâles. Aussi, je me sens une filiation avec À tout prendre de Claude Jutra.» Cocteau, un de ses artistes préférés, est également très présent à travers ses dessins.

Nils Schneider, dans la peau de l'être aimé qui ressemble à un Raphaël ou à un Botticelli, Xavier le décrit comme une apparition. «Nos personnages, à Monia Chokri et moi, progressent de leur côté dans la douleur, la solitude et le rejet et ils n'évoluent pas, ne tirent aucune leçon du rejet amoureux, prêts à recommencer à fantasmer toujours. Ils ne s'expriment pas beaucoup par la parole, mais par des expressions, des gestes, des regards. On ne reste pas à la surface des personnages, mais de leurs problèmes. Il y a des aspects très dramatiques, mais la drôlerie tient davantage aux situations qu'aux répliques, à l'encontre de j'ai tué ma mère, qui faisait rire par ses dialogues.»

Le jeune cinéaste a énormément joué sur les chansons (aucune pièce instrumentale), les ralentis, les cadrages, la couleur tonique et la poésie visuelle. «Le rouge, le rose sont omniprésents.» Certains verront des liens côté images, cadrages spectaculaires et couleurs folles avec le cinéma d'Almodóvar, mais il récuse cette influence, ne se sentant pas particulièrement proche des œuvres du grand cinéaste espagnol.

Xavier revendique ce film comme un objet d'art libre.

Le Devoir

MATCH

SUITE DE LA PAGE 1

Wachovia Center. Il y avait une mauvaise joute dans le système, il faut croire, et elle a mis deux longues heures et demie à se dérouler, du jeu à sens unique qui a vu les Flyers corriger leurs rivaux par la marque de 6-0 en un verdict sans appel aucun. Ça manquait d'âme chez les visiteurs, l'indiscipline était au rendez-vous et l'intensité non, tout le contraire de ce à quoi on avait assisté jusque-là, et le gardien Michael Leighton n'a jamais vraiment été inquiété.

Les Flyers prennent ainsi les devants dans la série 4 de 7 qui se poursuivra demain soir à Philadelphie avant de se transporter à Montréal pour deux rencontres.

Le Philadelphie a frappé en premier, à la faveur d'une supériorité numérique provoquée par un quelconque geste étourdi de Scott Gomez. En cette quatrième minute, il y avait une bonne dizaine de joueurs qui bûchaient à proximité de Jaroslav Halak lorsque le défenseur Braydon Coburn, qui se trouvait là par hasard sans doute, car il y a des limites à charger le filet quand on est un arrière, est parvenu à assener un coup décisif. La rondelle a tout juste franchi la ligne rouge critique, mais ce fut suffisant pour dire que c'était 1-0.

Mais comme les deux équipes sortaient d'un septième match avec tout ce que cela recèle en matière d'émotions, on a eu affaire, dans l'ensemble, à vingt premières minutes relativement ordinaires. On s'est étudiés, on s'est acclimatés en tentant de limiter les dégâts. Leighton et Halak se sont signalés en fin d'engagement, ce dernier devant Simon Gagné qui avait profité de la porosité de la défense adverse pour se rendre jusqu'à lui.

Bref, le Canadien dominait 13-6 dans le domaine du tir au but, mais rentrait au vestiaire en déficit. Ce qui au fond, n'était pas si mal pour les Flyers, au dire d'entraîneur de Daniel Brière.

Et ils sont sortis forts en deuxième, les locaux. Après une mise en jeu à la gauche de Halak, la rondelle n'avait pas vraiment d'affaire à se trouver juste devant Halak, mais c'est ce qui s'est produit. Or l'aïlier James van Riemsdyk s'adonnait à passer par là,



TIM SHAFFER REUTERS

Les joueurs des Flyers célébrant l'un de leurs buts tout près de Jaroslav Halak et de Brian Gionta, en deuxième période, hier, à Philadelphie. Halak a dû céder sa place à son coéquipier Carey Price.

et le gardien n'a eu guère de chances de se défendre convenablement. À la 30^e seconde seulement, un but important de début de période comme le veut la rumeur populaire.

Un peu plus tard, Maxim Lapierre était sorti du cachot, mais depuis une seconde seulement, ce qui fait que les Flyers étaient pratiquement toujours en supériorité. Une frappe de Daniel Brière alors que Halak avait la vue voilée par Scott Hartnell et sa gigantesque criée, et le fossé passait à trois buts.

Vers la mi-période, l'indiscipline a encore montré son repoussant visage. Punition à Andrei Kostitsyn pour avoir vissé inutilement un Flyer dans la bande, et Philadelphie en profite. Alors qu'il y a encore une fois un certain achalandage devant la cage de Halak, Simon Gagné décoche du poignet, et ça passe

quelque part sous le bras de Slovaque. Qui voit dès lors sa soirée de travail terminée, et il est remplacé par Carey Price. Quatre buts en 13 lancers, exactement comme Marc-André Fleury au septième match de la série précédente.

Et ça ne va vraiment pas bien pour le Montréal. Du jeu pas très cohérent, en vérité. 4-0 après 40 minutes.

De la période finale, il y a peu à raconter si l'on ne veut pas endormir le lectorat, sinon que Hartnell a ajouté au supplice à la 13^e minute. Puis Claude Giroux peu après, et les partisans scandaient «olé olé olé». Pour le Canadien, il s'agissait essentiellement d'oublier tout ça et de trouver les ajustements nécessaires en vue de la prochaine partie.

Le Devoir

MOURANTS

SUITE DE LA PAGE 1

allait être emportée par son cancer. Il en a sorti un livre, son dernier. Publié il y a deux ans, *Ceci est ton corps* est un témoignage émouvant sur la mort totalement évincée de nos sociétés occidentales.

«Je me suis trouvé, écrit-il, plongé comme jamais au cœur d'une messe dont je ne savais pas qu'elle pouvait encore me retourner à ce point. Après 36 ans de célébration, malgré et à travers la souffrance, j'ai rencontré la joie du premier étonnement.»

«Le fil rouge dans mon existence, c'est toujours été la question de la mort. J'avais une tante carmélite qui dormait près d'un crâne déposé sur sa table de nuit. Ça la rendait de très bonne humeur et ça permettait de relativiser un certain nombre de problèmes», déclare-t-il lors d'une entrevue au pied de l'oratoire Saint-Joseph à Montréal, non loin de la petite chambre où il a récemment logé en égrenant conférences, causeries et visites chez les Trappistes de Saint-Jean-de-Matha.

Si la mort dit «de manière forte ce que sont toutes nos fragilités dans l'existence», il faut savoir l'aborder de front. «Parlons-en tant qu'il fait beau», pendant que tout va bien, «que nous sommes en pleine forme».

Seuls les médias parlent encore pleinement de la mort. Elle est banalisée et omniprésente surtout auprès des jeunes. Un adolescent américain a déjà vu 15 000 cadavres à la télévision (actualité et fiction confondues), alors que «nous, nous ne côtoyons presque jamais un mort de près», précise le chroniqueur au quotidien catholique français *La Croix*.

Aumônier d'hôpital pendant 10 ans, l'abbé Rin-

glet a accompagné beaucoup de gens, et pas seulement des chrétiens. Esprit laïque pour qui le christianisme reste encore à inventer, refusant d'appartenir à une quelconque chapelle, il a une soif de la parole de l'autre qui le porte tout naturellement vers l'accompagnement.

«Vivre sa propre mort»

Être au chevet de la mort, surtout en soins palliatifs (un peu plus de 15 % des malades montréalais s'y retrouvent), est sûrement un don de soi, un rendez-vous avec soi-même, mais ce qui compte, «c'est de vivre sa propre mort à travers celle de l'autre», rappelle l'auteur de *L'éloge de la fragilité*, formidable discours sur Dieu et l'homme.

Mais ne s'improvise pas accompagnant qui veut. «On doit être préparé. On doit être en supervision et être soi-même libéré d'un deuil récent, car la pire chose, c'est de projeter sa propre blessure sur celle qu'un autre est en train de vivre. Il faut ne pas trop s'identifier à la personne accompagnée et éviter les liens fusionnels pour pouvoir faire le deuil de l'autre.»

Accompagner, c'est aussi être le «serviteur de l'inquiétude» de celui qui s'apprête à «rejoindre le grand mystère» et il faut savoir le faire «avec tous les cinq sens [...] pour mieux sentir ce qui se passe» au moment de la grande traversée que «nous renvoie toujours à tous nos sens».

Mais attention, il est plus facile de toucher un malade qu'une personne en parfaite santé. «C'est très délicat de toucher quelqu'un, surtout un enfant, cela est tout de suite connoté sexuellement [...] il y a dans nos civilisations une terrible censure et autocensure, y compris entre proches parfois. Le toucher, qui peut avoir la légèreté d'une plume, est capital.»

Le manque d'accompagnement peut-il expliquer les demandes accrues d'euthanasie dans nos sociétés occidentales? Pour l'ancien vice-rec-

teur de l'Université catholique de Louvain-la-Neuve, il y a un lien entre les deux, qu'il ne faut cependant «pas pousser jusqu'à l'extrême».

«Dire que tout accompagnement réussi ait limité toute demande d'euthanasie, ce n'est pas vrai. Il y a des cas où l'euthanasie se pose, c'est-à-dire la question du moindre mal. Mettre fin à la vie de quelqu'un est un mal, ne pas alléger ses souffrances l'est aussi.»

De manière générale, «beaucoup trop souvent, on ne prend pas le temps de l'accompagnement qui fait disparaître une demande d'euthanasie. Une souffrance qui pouvait peut-être être rencontrée par un autre chemin.»

Parabole de l'éloge du rien

L'accompagnement peut-il être un piège narcissique? «Ah que je me sens vivant!», pourrait dire celui qui reste. Gabriel Ringlet hésite... «Chez moi, en tout cas, c'est toujours été l'inverse.» Son père, un maçon mort à 92 ans, aimait assister aux enterrements et chanter aux funérailles en se disant qu'il était, lui, bel et bien vivant. «C'était du narcissisme de bon aloi!», confiera le fils, pour qui observer la vie partant au galop ou au petit trot est «une formidable parabole de l'éloge du rien».

Parce qu'«une vie ne vaut rien, mais rien ne vaut une vie» (André Malraux), accompagner «nous permet de regarder cette vie avec plus de présence et nous aide même à grandir».

À 66 ans, Gabriel Ringlet a-t-il réussi à «illuminer la pesanteur», pour reprendre les mots du théologien français Olivier Clément? Petits sourires. «Ce serait un piège immense que de répondre à cette question!»

Ses nombreuses interrogations sont tout simplement celles d'un homme face à la mort. Questions essentielles à la vie.

Collaborateur du Devoir

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courriel avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390